

gramme établi en fonction de besoins nouveaux. C'est ainsi que le Programme d'aide à la construction de navires doit permettre d'assurer la compétitivité de cette industrie. Il comporte une aide à la modernisation. De nombreux autres programmes ont pour but d'aider l'industrie canadienne à améliorer sa productivité. J'en ai indiqué plusieurs, en réponse à une question du député du crédit social portant sur l'industrie textile. Il y a d'autre part des programmes destinés à relever la productivité de l'industrie pharmaceutique, pour laquelle existe un programme d'assistance à l'expansion. J'ai déjà parlé du programme de productivité de la défense et du programme d'assistance pour l'esthétique industrielle.

Le député du parti du Crédit social a demandé ce que nous faisons pour faire connaître à l'industrie privée cette constellation de programmes établis à son intention. J'aimerais l'informer que nous avons accéléré notre effort sur plusieurs plans. C'est ainsi que nous avons ouvert des bureaux régionaux du ministère de l'Industrie et du Commerce dans toutes les provinces du pays.

Le gouvernement actuel a créé la Banque fédérale de développement qui se lancera dans les affaires sous peu. J'ai déjà signalé à la Chambre que cette banque n'est pas simplement une institution de financement, comme la Banque d'expansion industrielle. C'est une institution qui fournira des services de consultation, des services de conseils en gestion à l'intention des propriétaires administrateurs et elle prendra en charge les programmes pour la formation des propriétaires administrateurs mis en œuvre par le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration ainsi que les services techniques offerts aux petites entreprises par le CNR. Elle fournit des services d'information à une soixantaine de succursales du pays. C'est une façon plus positive, selon moi, de communiquer les faits et de mettre à la disposition de la petite entreprise les renseignements qu'elle peut utiliser pour devenir plus compétitive ou plus productive.

Il importe aussi d'aborder certaines autres questions d'intérêt commercial. Je pourrais vous donner une longue liste des activités du ministère l'an dernier. Elles sont fort importantes en ce qui concerne les missions arrivées ou parties. Il y a eu près de 100 missions arrivées ou parties en 1974-1975. En outre, il y a eu 51 foires commerciales internationales, des expositions et des séminaires à l'étranger auxquelles le ministère a participé et qu'il a rendu accessibles aux petites et moyennes entreprises d'un bout à l'autre du Canada.

Le programme pour l'expansion du marché d'exportation est venu en aide à plus de 3,600 compagnies depuis sa mise en application. Le succès de ce programme a été remarquable. Le rapport des coûts et rendements de ce programme est de 40 à 1. Grâce à ce programme, on a effectué des ventes qui n'auraient pas été faites autrement et qui rapportent près d'un quart de milliard de dollars, alors qu'il n'en a coûté aux contribuables canadiens guère plus de 6 millions de dollars. Je le répète, le rapport est de 40 à 1.

Le ministère a plus que jamais intensifié ses missions vers les nouveaux pays en voie de développement et le marché industriel éventuel que constitue le Canada. Je parle du Brésil, du Mexique, de Cuba, du Venezuela, des pays du Moyen-Orient, de l'Arabie Saoudite, de l'Iran, du Liban et de l'Iraq. Le Canada a envoyé des missions auprès de la Communauté économique européenne et la Communauté en a envoyé au Canada. Nous avons envoyé des délégations au Japon. Jamais mon ministère n'a joué un plus grand rôle que l'année dernière. Malgré tout cela,

Les subsides

il faut bien se rendre compte que le gouvernement ne peut pas réaliser ou conclure une vente.

Selon notre régime, le gouvernement a pour tâche de donner au secteur privé l'occasion de conclure un marché. Nous pouvons fournir les stimulants et les possibilités, mais nous ne pouvons pas conclure la vente. Pour en revenir à la thèse du porte-parole néo-démocrate, il me semble vouloir résoudre les problèmes industriels du Canada par la nationalisation. Ce n'est pas notre point de vue. Nous croyons qu'en fin de compte, c'est le secteur privé qui devra remplir la commande. Nous sommes prêts à appuyer son activité et ses initiatives.

On a fait allusion à certaines industries qui traversent des temps difficiles. Nous nous en inquiétons et nous voulons leur venir en aide. J'ai déjà évoqué l'aide apportée à l'industrie du caoutchouc et des pneumatiques, et ce que nous faisons maintenant pour aider l'industrie des textiles du côté du patronat, du salariat et de l'Institut canadien des textiles. J'ai mentionné les dispositions prises à l'égard des produits importés qui perturbent actuellement le marché canadien.

Je signalerai que nous avons préféré régler les problèmes industriels en nous occupant des industries à tour de rôle, au lieu de prendre les mesures applicables à toutes qui n'iraient pas vraiment au cœur des problèmes. Voilà pourquoi il importe d'adopter une stratégie industrielle. Elle vise des industries précises à des fins précises.

L'industrie de l'automobile est maintenant en difficulté. Mais elle le serait encore bien davantage, n'était la stratégie que nous avons conçue pour elle vers le milieu des années 60. Je veux évidemment parler de l'accord sur la production automobile. Depuis la signature du pacte de l'automobile, la proportion de Canadiens travaillant dans l'industrie automobile en Amérique du Nord augmente d'une année à l'autre. Les investissements ont augmenté au Canada pour atteindre un niveau bien supérieur à ce qu'il aurait été sans le pacte de l'automobile. L'écart de prix a diminué. L'industrie automobile est en difficulté, mais en nous concentrant sur l'industrie j'estime que nous avons bien servi le Canada car notre industrie est plus compétitive sur le plan international et, bien qu'en difficulté, elle ne l'est pas autant actuellement que ses concurrents au sud de la frontière.

● (1720)

Nous avons adopté la même attitude envers la construction navale—j'en ai déjà parlé. Il en va de même pour l'industrie de la chaussure et maintenant, nous essayons de rationaliser et d'aider l'industrie du meuble en lui donnant une vue d'ensemble, un climat général et en lui demandant ce qu'elle est prête à faire; en effet, il me semble qu'il appartient aux sociétés de prendre l'initiative dans notre système; nous ne pouvons pas adopter des lois et des règlements pour dicter à chaque société la conduite à suivre. Nous pouvons les encourager et les aider par des stimulants comme nous l'avons fait et continuerons à le faire.

Je pense que mon temps de parole est presque écoulé, mais j'aimerais répéter ce que j'ai dit au début de mon discours; nous insistons sur la recherche, le développement et la productivité; nous insistons sur les marchés d'exportation et tout ce que nous demandons au secteur privé, c'est d'en profiter. Nous ne pouvons pas le faire à sa place, mais nous ferons notre diable de possible pour l'aider.

M. Leggatt: Madame le président, les observations du député de Halton-Wentworth—que je vois derrière le